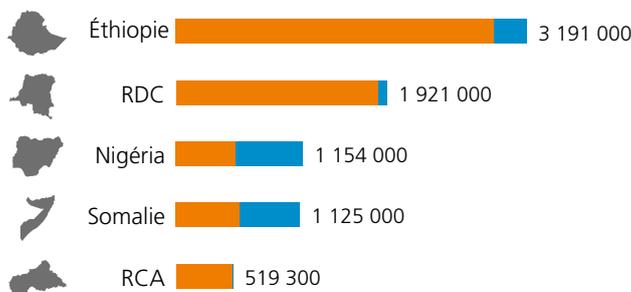


AFRIQUE SUBSAHARIENNE



Conflits 7 446 000
Catastrophes 2 611 000
36 % du total mondial

LES CINQ PAYS AVEC LE PLUS DE NOUVEAUX DÉPLACEMENTS (conflits, violence et catastrophes)



L'Afrique subsaharienne a été touchée non seulement par une intensification des conflits et de la violence tout au long de 2018, mais aussi par des sécheresses, des inondations et des tempêtes qui ont contraint des millions de personnes à fuir leur domicile. Environ 7,4 millions de nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence et 2,6 millions liés aux catastrophes ont été enregistrés, soit plus que dans toute autre région et un total représentant 36 % des déplacements globaux. L'Éthiopie, la RDC, le Nigéria, la Somalie et la RCA ont été les pays les plus touchés. À la fin de l'année, environ 16,5 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne en Afrique subsaharienne à la suite d'un conflit. Ce chiffre montre une fois de plus que le déplacement prolongé est un problème important pour de nombreux pays.

Dans le contexte d'évolutions politiques importantes et souvent positives, 2,9 millions de nouveaux déplacements liés aux conflits ont pourtant été enregistrés en **Éthiopie**, le chiffre le plus élevé au monde et quatre fois plus qu'en 2017. Les anciens conflits se sont aggravés et de nouveaux conflits se sont multipliés le long des frontières de plusieurs États, ce qui a incité le gouvernement à créer un nouveau ministère de la paix (cf. En détail - Éthiopie, p. 14).¹⁰ Les catastrophes ont également provoqué 296 000 nouveaux déplacements, souvent liés aux inondations qui ont frappé la région somalienne du pays.¹¹

Plus de 1,8 million de nouveaux déplacements liés aux conflits ont été enregistrés en **RDC**, principalement dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, du Tanganyika et du Kasai-Central, où les conflits et l'insécurité se poursuivaient. La province de l'Ituri, qui avait été impliquée dans

un conflit entre 1999 et 2007, était depuis relativement paisible, mais les violences intercommunautaires ont repris en décembre 2017, se soldant par 60 décès et plus de 576 000 nouveaux déplacements. Ce qui a ravivé le conflit n'est pas clairement établi, mais une crise politique nationale, la désintégration de l'autorité de l'État et l'activité croissante de milices à motivation politique y ont peut-être contribué.¹² La province occidentale de Mai-Ndombe a également connu une flambée de violence intercommunautaire entre le 16 et le 18 décembre 2018, qui a tué au moins 535 personnes lors d'un massacre et expulsé environ 12 000 personnes de la ville de Yumbi.¹³

À la fin de 2018, plus de trois millions de personnes ont été identifiées comme vivant en situation de déplacement interne en RDC, un chiffre très conservateur qui ne couvre pas l'ensemble du pays. On espère que les élections présidentielles qui se sont déroulées le 30 décembre, après deux ans de retard, contribueront à stabiliser la situation politique.¹⁴

Plus de 578 000 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés en **Somalie**, le chiffre le plus élevé depuis une décennie et le résultat de trois facteurs principaux. Les expulsions des villes, principalement des déplacés internes, représentent environ 44 % de ce chiffre. Poussé par le manque de logements adéquats et les conventions d'occupation informelles dans des zones de plus en plus peuplées, le nombre d'expulsions a atteint un niveau record.¹⁵ Les tensions entre le Somaliland et le Puntland au sujet des régions contestées de Sool et de Sanaag se sont également amplifiées et les combattants d'Al-Shabaab se sont affrontés aux troupes du gouvernement et de l'Union africaine, en particulier dans les régions méridionales du Moyen et du Bas Shabelle.¹⁶

En outre, quelque 547 000 nouveaux déplacements liés à des catastrophes ont été enregistrés en Somalie. Près de la moitié de ce chiffre (249 000) résulte de la sécheresse, principalement dans les régions méridionales de Bay, du Bas Shabelle et de Bakool, les populations ayant quitté les zones rurales pour chercher de l'eau et des moyens de subsistance. Des précipitations supérieures à la moyenne ont également provoqué des inondations dans le sud et le centre du pays pendant la saison des pluies d'avril et mai, entraînant environ 289 000 nouveaux déplacements. Des familles vivant dans des villages isolés ont été coupées du reste du pays pendant des mois, ce qui les a rendu particulièrement vulnérables.¹⁷

Dans les régions centrales et du nord-est du **Nigéria**, les conflits et la violence ont provoqué 541 000 nouveaux déplacements en 2018 et les inondations qui ont frappé 80 % du pays en ont entraîné 600 000. Des affrontements entre des éleveurs du Nord et des agriculteurs du Sud en concurrence pour des ressources rares ont lieu dans les régions centrales depuis 2014, mais la violence s'est considérablement intensifiée l'année dernière, provoquant 200 000 nouveaux déplacements. Ce conflit est devenu plus meurtrier que l'insurrection de Boko Haram : des villages entiers et des camps de bergers ont été incendiés et des centaines de personnes ont perdu la vie.¹⁸

Les combats entre le gouvernement et des groupes d'opposition armés dans le nord-est du pays ont amorcé leur dixième année d'existence, provoquant 341 000 nouveaux déplacements. Malgré l'insécurité persistante, le gouvernement insiste sur le fait que Boko Haram est au bord de la défaite et encourage les retours dans certaines parties du nord-est. Au moins 311 000 déplacés internes ont été enregistrés comme étant retournés en 2018, ainsi que plus de 30 000 réfugiés nigériens revenant du Cameroun.¹⁹ Cependant, sur la base des données relatives aux conditions de logement de ces personnes, au moins 86 000 se sont retrouvées dans des logements partiellement endommagés ou des abris de fortune. À la fin de l'année, environ deux millions de personnes ont été identifiées comme vivant en situation de déplacement à la suite de conflits (cf. En détail - Nigéria, p. 18).

L'insurrection de Boko Haram a également continué d'affecter d'autres pays du bassin du lac Tchad : plus de 52 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés au **Niger** et 22 000 au **Cameroun**. Il n'existait pas assez d'informations fiables pour établir une estimation des nouveaux déplacements au **Tchad** pour 2018, mais les déplacements semblent se poursuivre dans le pays.

L'impact de Boko Haram sur le **Cameroun** a été éclipsé par 437 000 nouveaux déplacements dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où les tensions qui mijo-

taient depuis 2016 sur les mesures gouvernementales visant à imposer le français à la population anglophone se sont exacerbées au point de se transformer en conflit armé opposant séparatistes et militaires (cf. En détail - Cameroun, p. 16).

La poursuite des combats entre groupes armés en **RCA** a provoqué 510 000 nouveaux déplacements en 2018, laissant environ 641 000 personnes vivant en situation de déplacement interne à la fin de l'année. Des affrontements dans les préfectures d'Ouham Pende, d'Ouaka et du Haut-Kotto sont à l'origine de la majorité des déplacements, y compris dans les villes de Bambari et de Bria. Le gouvernement a signé un accord de paix avec 14 factions armées en février 2019, ce qui a fait naître l'espoir que la violence et les déplacements diminueraient à l'avenir.

Au **Soudan du Sud**, plus de 321 000 nouveaux déplacements liés aux conflits ont été enregistrés au cours de l'année, laissant près de 1,9 million de personnes en situation de déplacement interne en décembre. Les deux principales parties au conflit ont signé un accord de paix en septembre 2018, mais il n'y a pas eu de réduction immédiate de la violence.²⁰

Des affrontements au **Soudan** voisin entre le gouvernement et le bras armé du Mouvement de libération du Soudan (MLS/A) ont provoqué 41 000 nouveaux déplacements dans les montagnes de Jebel Marra, à l'intersection du Sud, du Nord et du Darfour central. Des pluies torrentielles et des glissements de terrain ont également provoqué 420 nouveaux déplacements dans la même région début septembre.²¹ Le même mois, le MLS/A a déclaré un cessez-le-feu unilatéral de trois mois pour permettre l'accès humanitaire aux personnes touchées.²²

Environ 5 600 retours dans les cinq États de la région du Darfour ont été enregistrés en 2018, mais le manque d'informations sur la situation des personnes concernées et les rapports faisant état d'agressions sur ces personnes ont soulevé de sérieuses questions quant à la durabilité de ces retours.²³ Le gouvernement soudanais travaille également avec la communauté internationale pour convertir un certain nombre de camps de personnes déplacées en zones résidentielles, ce qui conduira à l'intégration locale de facto de ces personnes – une avancée positive même si le résultat reste à voir.²⁴

Environ 126 000 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés au **Mali**, 42 000 au **Burkina Faso**, 5 000 au **Ghana**, 3 500 au **Bénin** et 3 000 en **Sierra Leone**, ce qui représente une augmentation significative du chiffre global pour l'Afrique de l'Ouest par rapport à 2017. Les affrontements intercommunautaires au Mali entre des éleveurs peuls et des paysans dogons et bambaras

Les personnes déplacées rentrent chez elles à Kipese, une petite ville située dans la province du Nord-Kivu, touchée par le conflit armé de mai 2018. Crédit photo : NRC/Martin Lukongo, juillet 2018



se sont intensifiés au cours de l'année, et la violence intra-communautaire chez les Peuls et les attaques de groupes extrémistes ont aggravé l'instabilité. De nombreux villages ont été pillés et incendiés, rendant les retours plus difficiles. Les groupes islamistes armés ont renforcé leur présence au Burkina Faso depuis 2016, entraînant des opérations de lutte contre le terrorisme en 2017 et 2018 qui ont donné lieu à de nombreuses allégations d'exécutions sommaires, d'arrestations arbitraires et d'abus à l'égard de suspects en détention.²⁵

Des catastrophes de petite ou moyenne ampleur ont touché de nombreux pays de la région en 2018 – des événements qui ont tendance à ne pas recevoir suffisamment d'attention ou de ressources, en dépit de leurs graves répercussions sur les populations et les économies locales. Environ 336 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés au **Kenya**, de fortes pluies ayant entraîné des inondations dans chacun des 47 comtés du pays. Ces inondations qui ont submergé des milliers d'hectares de terres agricoles et tué du bétail ont mis en péril les moyens de subsistance des éleveurs et des

agriculteurs.²⁶ Au moins six barrages ont cédé sous la pression de l'eau, ce qui provoqué environ 12 000 nouveaux déplacements. Les inondations ont également entraîné 158 000 nouveaux déplacements en **Ouganda**, 121 000 au **Soudan**, 56 000 au **Ghana**, 15 000 au **Libéria** et 3 000 en **Côte d'Ivoire**.

Ces nombreux déplacements ont eu lieu malgré les progrès politiques réalisés dans la région. L'année 2019 marque le dixième anniversaire de la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique,²⁷ également appelée « Convention de Kampala », le seul instrument régional juridiquement contraignant dans le monde portant sur le déplacement interne. Les États membres de l'Union africaine doivent toutefois redoubler d'efforts pour respecter ses dispositions, étant donné que les déplacements, nouveaux et prolongés, demeurent un défi majeur. Le **Niger** mérite d'être salué pour avoir été le premier pays à incorporer la Convention dans sa législation nationale, lorsque le Parlement a voté à l'unanimité en faveur de l'adoption d'une loi nationale sur le déplacement interne en décembre 2018.²⁸

Perspectives urbaines

Les déplacements internes en Afrique subsaharienne ont pour toile de fond une urbanisation sans précédent. La région est encore très rurale avec 40 % de sa population vivant dans les villes, mais cela devrait changer considérablement au cours des prochaines années.²⁹ Les villes africaines comptent parmi les villes dont la croissance est la plus rapide au monde et certaines, notamment Dar es Salaam en Tanzanie, Kampala en Ouganda, Abuja au Nigéria, Ouagadougou au Burkina Faso et Bamako au Mali, devraient voir leur taille doubler d'ici 2035.³⁰

La nature rapide et imprévue d'une grande partie de cette urbanisation pourrait aggraver les problèmes existants et en créer de nouveaux. De nombreux citadins de la région ont peu accès à l'eau et aux installations sanitaires et en sont parfois totalement privés.³¹ Des millions de personnes vivent dans des logements inadéquats situés dans des quartiers surpeuplés, mal desservis et marginalisés, dans des conditions de forte exposition et de vulnérabilité aux aléas et au risque de déplacement.³² Certaines villes connaissent aussi des arrivées massives de personnes déplacées originaires de zones rurales.

Les inondations urbaines constituent un défi majeur. Six des dix inondations les plus importantes ayant provoqué des déplacements de population en 2018 ont eu lieu en Afrique subsaharienne, et les zones urbaines ont été les plus touchées. Des milliers de personnes ont été déplacées pendant la saison des pluies dans des villes comme Beledweyne en Somalie et Lagos au Nigéria. Selon le modèle de risque de déplacement lié aux inondations de l'IDMC, en moyenne, 2,7 millions de personnes risquent d'être déplacées par des inondations dans la région au cours des prochaines années, dont les deux tiers dans les zones urbaines et périurbaines.

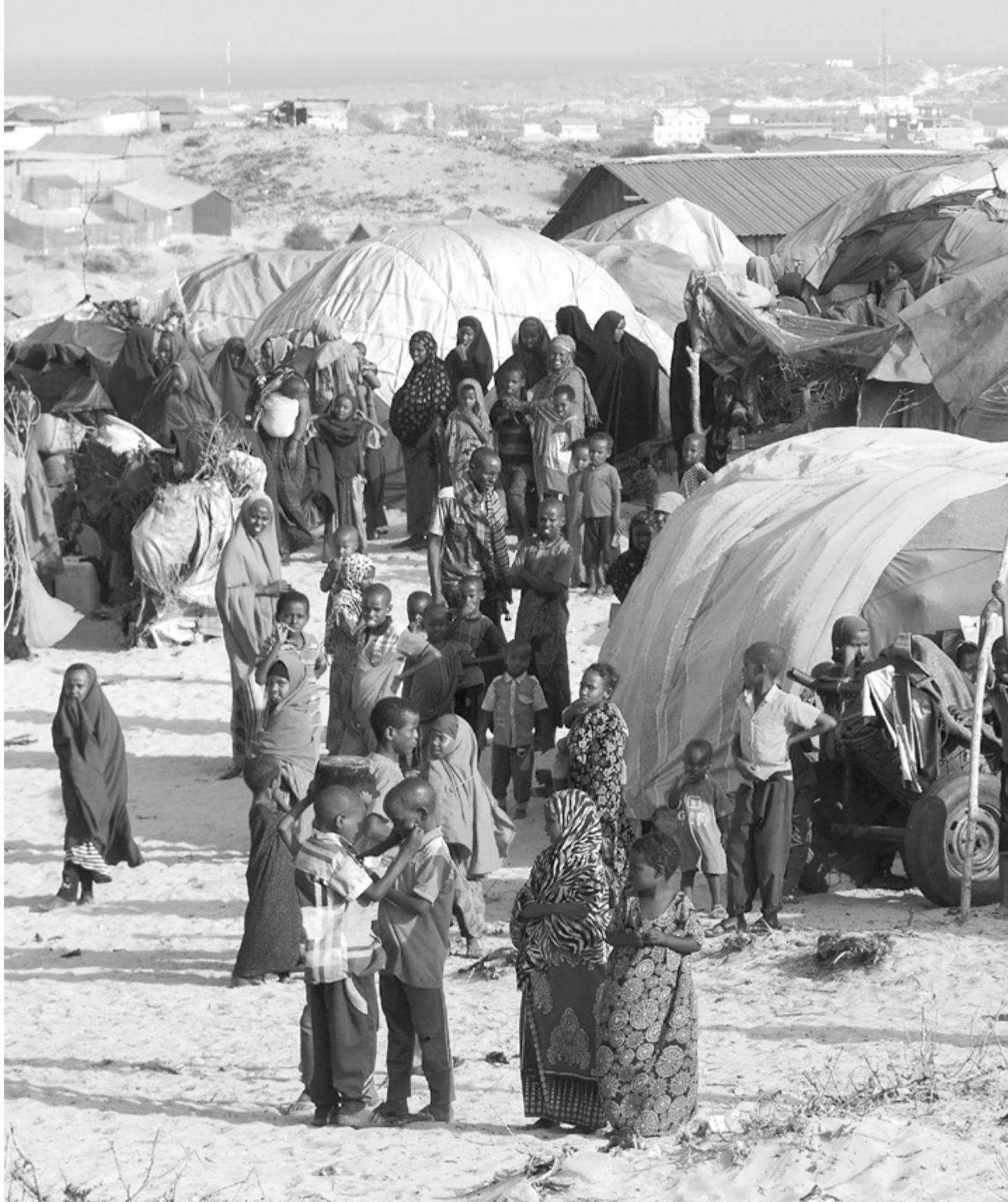
En situation de crise, les autorités locales ont souvent du mal à répondre aux besoins des personnes touchées, notamment des personnes déplacées.³³ Généralement à court de ressources humaines et financières, elles dépendent des ressources fournies par les autorités nationales et, dans certains cas, par la communauté humanitaire internationale. La capacité de réponse varie également entre les petites et les grandes villes, un problème qui doit être pris en compte dans les interventions et investissements futurs visant à faire face aux défis associés aux déplacements urbains.³⁴

Les administrations municipales de Maiduguri au Nigéria et de Mogadiscio en Somalie ont pris des mesures positives à cette fin. Les personnes déplacées dans ces deux

villes sont confrontées à des vulnérabilités particulières liées à leur déplacement, notamment en matière d'accès à l'emploi et aux moyens de subsistance, et sont exposées au risque d'expulsion forcée. En réponse, le gouvernement local de Maiduguri a collaboré avec la banque centrale du Nigéria pour mettre en place des centres d'entrepreneuriat pour les jeunes au chômage et les déplacés internes. À Mogadiscio, l'autorité régionale de Banadir a collaboré avec l'ONU et le secteur privé pour créer une unité de solutions durables soutenant les programmes de création d'emplois et d'entrepreneuriat destinés aux déplacés internes.³⁵

De telles initiatives servent d'exemples à d'autres gouvernements locaux sur leur capacité potentielle à faciliter la mise en place de solutions durables. L'urbanisation en Afrique subsaharienne continuera de jouer un rôle majeur dans le développement de la région. Elle peut potentiellement apporter d'importants avantages sociaux et économiques, notamment la réduction de la pauvreté et des inégalités, ainsi que l'atténuation des risques et des impacts du déplacement.³⁶ Pour ce faire, le rôle des autorités locales doit être renforcé.

Les familles somaliennes qui ont fui le conflit et la sécheresse vivent dans un camp de réfugiés surpeuplé et insalubre à Kismayo, dans le sud de la Somalie. Avec des abris constitués uniquement de plastique, de tissu et de bâtons, les familles sont vulnérables aux inondations et à l'insécurité. Crédit photo : NRC/Jepsen, février 2019



ÉTHIOPIE

De nouvelles vagues de conflits provoquent des déplacements sans précédent

L'Éthiopie a enregistré le plus grand nombre de nouveaux déplacements internes dans le monde liés à des conflits en 2018. La crise dans le pays n'a cessé de s'aggraver depuis 2016, mais les conflits et la violence intercommunautaire se sont considérablement intensifiés et se sont étendus à de nouvelles zones l'année dernière, provoquant près de 2,9 millions de nouveaux déplacements, soit quatre fois plus qu'en 2017. Des conflits et des déplacements ont été enregistrés le long de trois des frontières de la région d'Oromia, dans la Région des nations, nationalités et peuples du Sud (RNNPS) au sud-ouest, la région de Benishangul-Gumuz au nord-ouest et la région de Somali à l'est. Des villes ont également été touchées, notamment Addis-Abeba et Jijiga, la capitale de la région somalienne.³⁷

Cette augmentation sans précédent des nouveaux déplacements s'inscrit dans le contexte de changements politiques importants dans le pays, avec l'entrée en fonction d'un nouveau premier ministre en avril 2018. Le nouveau gouvernement a mis fin à l'état d'urgence dans le pays, libéré des prisonniers politiques et conclu un accord de paix avec l'Érythrée.³⁸ Il a également été salué pour avoir abandonné les pratiques du passé, notamment le recours excessif à la force pour réprimer les manifestations, et pour sa coopération avec les organisations d'aide afin de répondre aux énormes besoins humanitaires. Ce faisant, le nouveau gouvernement a reconnu la présence de personnes déplacées par des conflits à l'intérieur de son pays. Une étape cruciale pour soulager leur détresse.³⁹

Après deux décennies de calme relatif, le déplacement le plus important a été provoqué par des violences intercommunautaires entre les groupes ethniques Guji et Gedeo qui ont éclaté en avril et de nouveau en juin dans la zone de Guji Ouest de l'Oromia et dans la zone de Gedeo de la RNNPS. Les tensions ethniques sous-jacentes ont été aggravées par la concurrence pour la terre et les ressources rares.⁴⁰ Le conflit a contraint des centaines de milliers de personnes à s'abriter dans des centres collectifs surpeuplés, où les organisations humanitaires se sont démenées pour fournir de la nourriture, des soins de santé, de l'eau et des installations sanitaires à la population déplacée qui augmentait rapidement. Le



gouvernement a collaboré avec ces organisations, qui n'avaient aucune présence dans le sud du pays, pour mettre en place et coordonner une intervention à grande échelle.⁴¹

Des violences ethniques ont également éclaté entre Oromos, Amharas et Gumuz à Benishangul Gumuz en octobre, à la suite du meurtre de trois policiers locaux.⁴² Environ 62 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés entre octobre et décembre. Les besoins humanitaires étaient énormes, mais l'insécurité entravait l'accès des organisations et une seule distribution d'aide a été signalée.⁴³

Les combats et les déplacements qui ont commencé le long de la frontière entre les régions d'Oromia et de Somali en 2017 se sont poursuivis sans relâche l'année dernière. Les conflits autour de la frontière litigieuse ont été aggravés par la sécheresse, qui a accru la concurrence pour des ressources rares, entraînant le déplacement de l'ethnie Oromos vivant dans la région somalienne et de l'ethnie somalienne vivant en Oromia. Des centaines de milliers de nouveaux déplacements ont été enregistrés. Les combats violents qui ont éclaté dans la ville oromo de Moyale entre les sous-clans Garre de Somali et Borena de l'Oromia ont provoqué environ 80 000 nouveaux déplacements en décembre. La ville a également subi des dommages importants. Son hôpital a été détruit et ses magasins et ses banques ont été pillés.⁴⁴

Les violences intercommunautaires à Jijiga, une ville auparavant calme et dynamique, ont entraîné le déplacement de 140 000 personnes en quelques jours en août, dont 35 000 sont restées dans la ville et ont trouvé refuge à l'intérieur et autour des églises. Jijiga a été inaccessible pendant plusieurs semaines en raison de l'insécurité, mais l'activité économique a repris au milieu du



Des femmes déplacées prennent part à une discussion de groupe sur la satisfaction des bénéficiaires à Guji dans la région d'Oromia. Crédit photo : OIM/Rikka Tupaz 2017

mois et de nombreuses personnes sont retournées une fois que la situation s'est stabilisée.⁴⁵ Des affrontements dans la banlieue d'Addis-Abeba en septembre, lorsque des jeunes oromos se sont rassemblés dans la capitale pour accueillir des combattants du Front de libération oromo rentrés d'Érythrée, ont entraîné le déplacement de 15 000 personnes.⁴⁶

Le nouveau gouvernement éthiopien a pris un certain nombre de mesures pour faire face à la crise des déplacements dans le pays, portant notamment sur des activités de consolidation de la paix pour promouvoir les retours volontaires et des programmes pour aider les personnes préférant s'intégrer dans leur communauté d'accueil ou s'installer ailleurs.⁴⁷ Un ministre de la paix a également été nommé. Une stratégie de solutions durables pour la région de Somali a été élaborée en 2017 conformément

aux Principes directeurs et à la Convention de Kampala, un traité régional sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées.⁴⁸

Toutefois, le gouvernement a été critiqué pour avoir encouragé des retours prématurés dans des régions encore dangereuses et pour ne pas en faire assez pour protéger les civils.⁴⁹ Il l'a aussi été pour ne pas encore avoir ratifié la Convention de Kampala. Compte tenu de la crise croissante des déplacements internes dans le pays et dans l'optique d'améliorer les politiques de lutte contre ce phénomène, le dixième anniversaire de l'adoption de la Convention en 2019 offre une occasion idéale de le faire.

CAMEROUN

Une crise croissante mais négligée

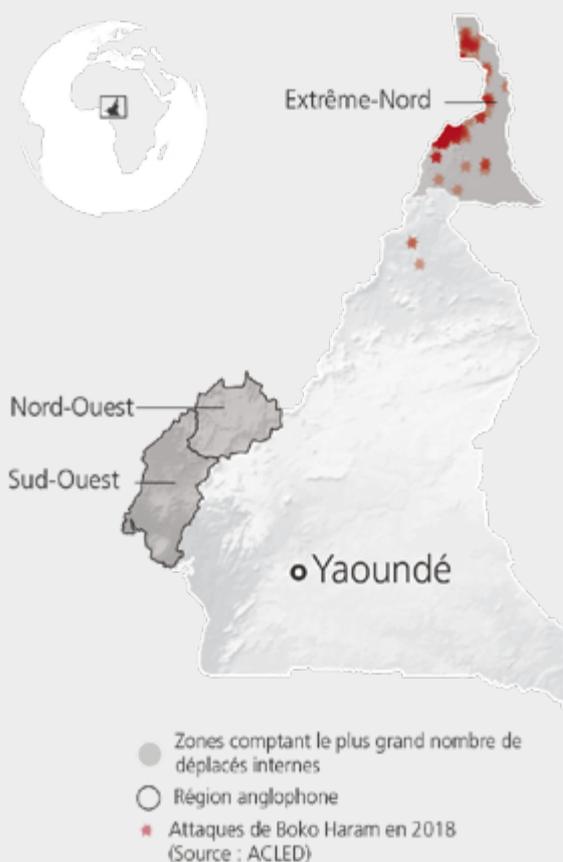
L'insurrection régionale de Boko Haram a continué de provoquer des déplacements de population au Cameroun en 2018, mais les événements dans la région de l'Extrême-Nord ont été éclipsés par un conflit interne qui a éclaté dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui abritent la minorité anglophone du pays. Un mouvement de protestation qui a débuté en 2016 a dégénéré en affrontements entre les séparatistes armés et les forces militaires du pays, provoquant environ 437 000 nouveaux déplacements au cours de l'année. Quelque 30 000 autres personnes se sont enfouies au Nigéria.

Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui comptent quatre millions d'habitants, sont depuis longtemps marginalisées et ont connu des violences occasionnelles, alors que le gouvernement réprimait les manifestations. Les dernières violences ont pour origine une grève déclarée par les syndicats d'avocats et d'enseignants face aux efforts du gouvernement pour imposer le français aux deux secteurs. Les forces de sécurité camerounaises ont violemment réprimé les manifestations de soutien à la grève et de nombreux militants anglophones ont été arrêtés, dont 47 au Nigéria.

Cette répression a incité des membres de l'opposition à prendre les armes et des groupes séparatistes armés réclamant l'indépendance de la République d'Ambazonie affrontent l'armée depuis janvier 2018. Le gouvernement a réagi par des opérations anti-insurrectionnelles à part entière. Il a été accusé d'exécutions sommaires, de recours excessif à la force, de torture et de mauvais traitements infligés à des séparatistes présumés et à d'autres détenus, ainsi que d'incendies de maisons et de biens.⁵⁰

Des opérations militaires sont enregistrées dans plus de 100 villages des régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest depuis octobre 2017.⁵¹ La plupart, voire l'ensemble, des habitants des villages ciblés ont fui et environ 80 % d'entre eux auraient cherché refuge dans la forêt, où ils n'ont ni abri ni eau ni installations sanitaires.⁵² Le département Meme situé dans la région du Sud-Ouest a été le plus durement touché par la crise, produisant et hébergeant la majorité des personnes déplacées.

L'éducation a été gravement perturbée. De nombreuses écoles ont été fermées dans le cadre des manifestations



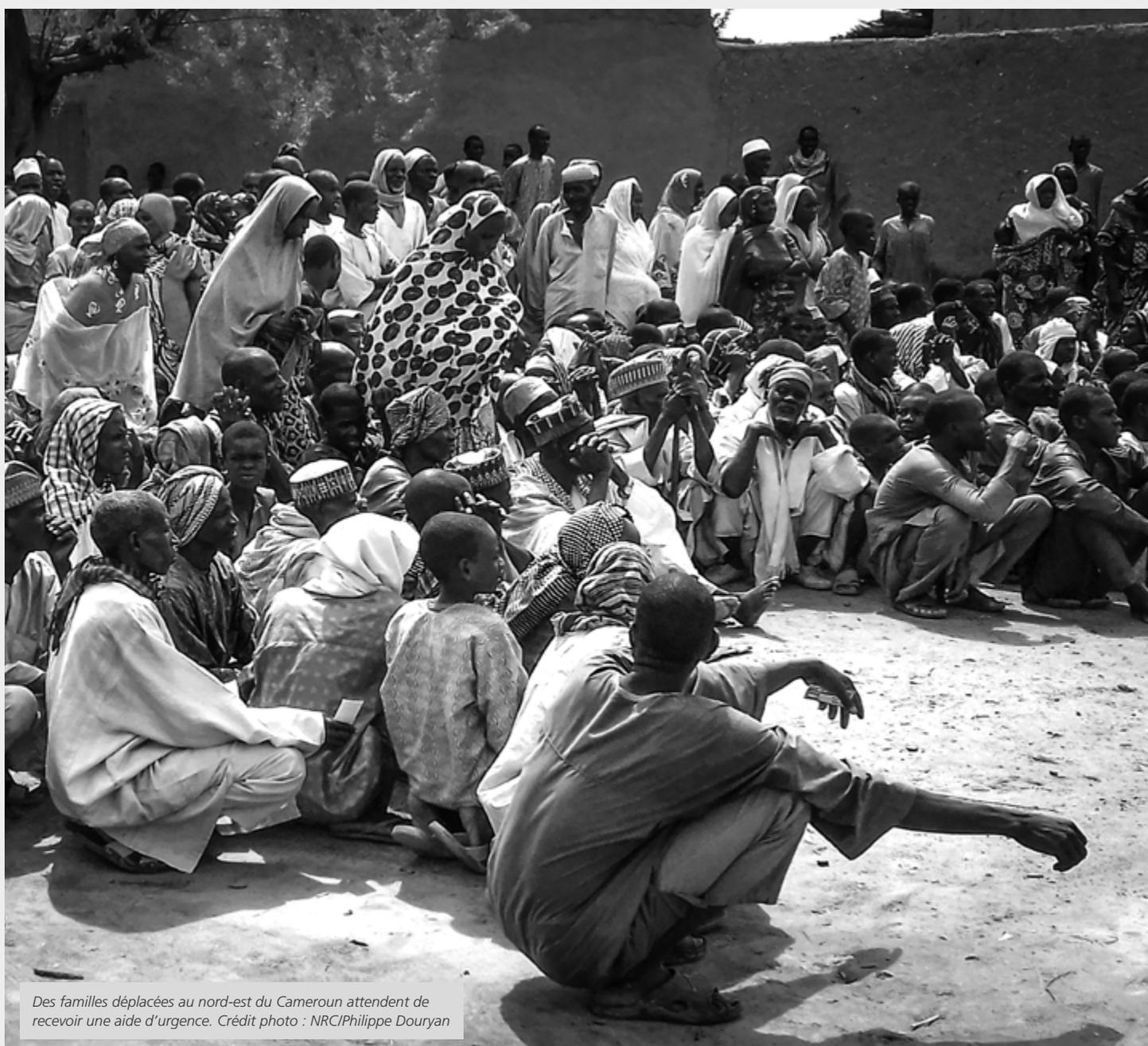
initiales et les groupes armés ont interdit leur réouverture. Ils ont également incendié certaines écoles et en ont menacé d'autres qui ne se conformaient pas à l'interdiction. En conséquence, environ 42 500 enfants ne seraient pas scolarisés et ce chiffre devrait passer à 311 000 en 2019.⁵³

L'insécurité et la violence ont également compromis les moyens de subsistance de la population. La majorité de la population vivant de l'agriculture et du petit commerce, l'incapacité des personnes à accéder à leurs terres et à leurs marchés du fait de leur déplacement a entraîné de graves pénuries alimentaires.⁵⁴

Les besoins humanitaires dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest sont importants, mais la réponse a été limitée. Des cas de nouveaux déplacements ont même été signalés dans les régions de l'Ouest et du littoral, en raison de l'extension du conflit aux régions voisines. Le plan d'intervention humanitaire de l'ONU publié en mai 2018 prévoyait 15,2 millions de dollars pour atteindre 160 000 personnes, mais depuis, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et d'autres personnes dans le besoin a considérablement augmenté. Très peu d'organisations internationales sont présentes sur le terrain et celles qui le sont ont dû donner la priorité, sur le peu de fonds qu'elles reçoivent, aux besoins essentiels des personnes venant d'être déplacées.⁵⁵ La

réponse a commencé à s'accélérer au second semestre, mais à la fin de l'année, 40 % seulement des fonds demandés avaient été obtenus.⁵⁶

L'éducation est au cœur du nouveau conflit au Cameroun et le gouvernement a continué d'imposer le français dans les écoles anglophones en dépit d'une opposition intense et généralisée. Cela a engendré les tensions qui ont déclenché la violence et les déplacements. Le secteur de l'éducation a été particulièrement touché, mais la réponse a été entravée par un financement limité et des priorités concurrentes.⁵⁷ Une aide humanitaire accrue réduira l'impact sur les personnes touchées, en particulier les enfants, mais une solution politique au conflit est essentielle pour éviter de nouveaux déplacements.



Des familles déplacées au nord-est du Cameroun attendent de recevoir une aide d'urgence. Crédit photo : NRC/Philippe Douryan

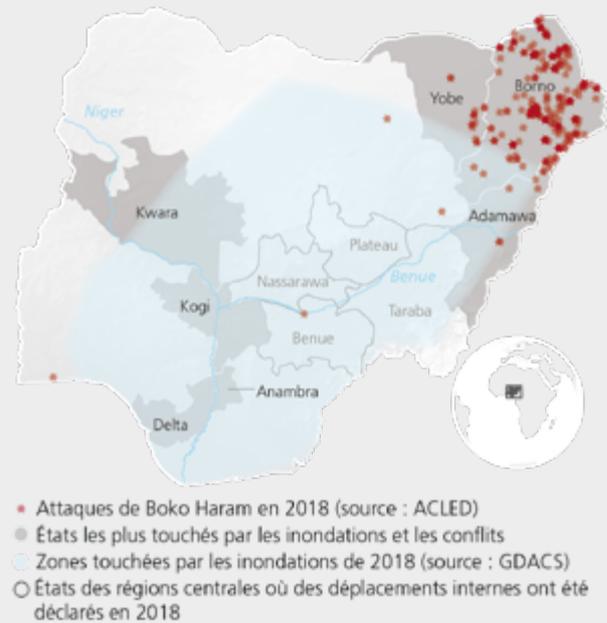
NIGÉRIA

Les inondations et les conflits ont convergé pour aggraver une crise existante

Plus de 541 000 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés au Nigéria en 2018, ce qui porte à 2,2 millions le nombre de personnes déplacées à la fin de l'année. Le conflit en cours dans les États du Nord-Est et le nouveau conflit entre éleveurs et agriculteurs en concurrence pour des ressources rares dans les régions centrales ont entraîné respectivement 341 000 et 200 000 nouveaux déplacements. En outre, 34 des 36 États du Nigéria ont été touchés par des inondations lorsque le fleuve Niger et la rivière Benue sont sortis de leurs lits. Ces inondations ont submergé des milliers d'habitations et provoqué 600 000 nouveaux déplacements.⁵⁸

Malgré les discours officiels affirmant que Boko Haram était proche de la défaite, les attaques de groupes d'opposition armés se sont poursuivies l'année dernière, en particulier dans les États de Borno, Adamawa et Yobe, dans le nord-est du pays.⁵⁹ À la fin de 2018, environ 90 % des déplacés internes, soit un peu plus de deux millions de personnes, vivaient dans le nord-est du pays. En outre, environ 832 000 personnes continuent de vivre dans des zones contrôlées par des groupes armés dans le Nord-Est et restent inaccessibles aux travailleurs humanitaires.⁶⁰ L'accès humanitaire a été fortement limité au cours des dix années de conflit, malgré les efforts des organisations pour négocier des points d'entrée.

Plus de 311 000 mouvements ont été déclarés comme retours par les fournisseurs de données en 2018 ; cependant, ces retours ne sont pas considérés comme durables, car les personnes déplacées retournent dans des logements endommagés ou détruits, ou vivent encore dans des zones dangereuses. Le gouvernement nigérian investit dans des projets de reconstruction pour promouvoir le retour des personnes déplacées.⁶¹ Dans la région de Bama, dans l'État de Borno, il a construit ou rénové environ 10 000 maisons, plus de 150 salles de classe et plus de 50 pompes à eau manuelles. Il a approuvé le retour de 120 000 déplacés internes en mars 2018, mais des groupes armés sont toujours actifs dans la région.⁶² Les préoccupations relatives à la situation sécuritaire instable ont amené l'ONU et le gouverneur de l'État de Borno à signer un cadre de politique de retour stipulant que les services de première nécessité



et la sécurité doivent être rétablis avant que les déplacés internes ne retournent dans leurs régions d'origine. En tant que tel, il s'agit d'une étape importante pour assurer des retours sûrs, durables et dans la dignité.⁶³

Dans les régions centrales, les tensions qui montaient depuis quatre ans entre les éleveurs du nord de la région et les agriculteurs du sud ont dégénéré en conflit armé en 2018, entraînant une violence et des destructions considérables. La désertification associée au changement climatique a contribué aux déplacements en dégradant des pâturages déjà surexploités, ce qui a contraint des éleveurs à migrer vers le sud pour en trouver d'autres. Le conflit dans le Nord-Est a également entraîné des déplacements d'éleveurs vers le sud. Ces facteurs, conjugués à d'autres, ont attisé les tensions en 2018. Une nouvelle loi interdisant le libre pâturage dans l'État de Benue a suscité la colère des éleveurs, qui ont été poussés vers des États voisins où ils se sont affrontés avec des agriculteurs, et une culture d'impunité pour les crimes commis dans le passé, y compris les meurtres et la destruction de villages, a aggravé la situation en encourageant les gens à se faire justice eux-mêmes. Cinq personnes seulement ont été jugées et condamnées pour des meurtres dans la région depuis 2017. Compte tenu de la sous-déclaration de la crise et du manque de présence humanitaire dans la région, les chiffres des déplacements déclarés sont probablement sous-estimés.⁶⁴

La majorité des nouveaux déplacements liés au conflit des régions centrales ont été enregistrés dans les États de Benue, Nasarawa et Plateau. Les organisations locales de gestion des urgences ont réagi à la crise. Par exemple, l'organisation de gestion des urgences de l'État du Plateau a fourni de la nourriture et de l'eau aux



La congestion du camp Teachers Village à Maiduguri, dans l'État de Borno, a entraîné un manque d'abris et plus de 10 000 personnes déplacées ont dû être transférées vers un nouveau site. Crédit photo : IOM/ Jorge Galindo, mars 2019

personnes déplacées dans les camps situés dans cet État, mais des pénuries sont encore signalées.⁶⁵ Les résidents du camp se plaignent de la surpopulation et du manque d'eau. Plus de 60 % des personnes déplacées dans la région sont des enfants non scolarisés.⁶⁶ La situation en matière de déplacements dans le Nord-Est a suscité une réaction substantielle de la part de la communauté internationale, mais aucune présence internationale significative n'a été engagée dans la crise en cours dans des régions centrales.⁶⁷

Le Nigéria est également très sujet aux inondations, particulièrement répandues en 2018. En effet, 80 % du pays a été inondé à un moment donné au cours de l'année et le gouvernement a déclaré l'état d'urgence dans les États les plus touchés (Anambra, Delta, Kogi et Niger).⁶⁸ Des centaines de milliers d'hectares de terres agricoles ont été inondés, ce qui a porté atteinte aux moyens de subsistance des agriculteurs qui ont perdu leurs récoltes.⁶⁹ Dans les zones urbaines, une mauvaise planification et un mauvais zonage ont conduit à la

construction de nombreuses zones résidentielles sur des terres inondables. À cela s'ajoutent de mauvais systèmes de drainage, ce qui rend les habitations extrêmement vulnérables aux inondations régulières.⁷⁰ La Croix-Rouge nigériane a été à l'avant-garde de la réponse aux besoins des personnes déplacées par les inondations.⁷¹

Le Nigéria est le plus grand pays de l'Afrique subsaharienne en termes de population et d'économie, mais les conflits, les catastrophes et les projets de développement entraînent de nombreux déplacements chaque année.⁷² Un projet de politique nationale sur le déplacement interne, aligné sur les Principes directeurs et la Convention de Kampala de 2011, a été présenté au gouvernement. Cependant, huit ans plus tard, il n'a toujours pas été adopté.⁷³ L'élaboration et la mise en œuvre de politiques visant à réduire la vulnérabilité des personnes et leur exposition au déplacement, et à répondre aux besoins des personnes déjà déplacées, doivent constituer une priorité pour le gouvernement.